

# Table des matières

Avant-propos .....	7
--------------------	---

## 1

<b>Liberté d'expression, liberté de presse : les procédures préventives et répressives sont-elles en voie d'extinction juridique ? .....</b>	<b>9</b>
--	----------

François TULKENS

*Chargé d'enseignement aux F.U.S.L.,  
avocat*

Introduction .....	10
--------------------	----

### SECTION 1

Quant aux mesures préventives .....	11
A. <i>Rappel de la saga</i> .....	11
B. <i>La décision de Strasbourg</i> .....	15
C. <i>Conséquences</i> .....	18
D. <i>Réactions</i> .....	18
1. Réactions judiciaires .....	18
2. Réactions parlementaires .....	19
3. Autres réactions possibles .....	21

### SECTION 2

Quant à l'extension de la dépenalisation de la liberté d'expression .....	23
--	----

<b>SECTION 3</b>	
Quant aux alternatives ? .....	25
<b>SECTION 4</b>	
Petit bilan .....	27

## 2

### **Le droit des discriminations et les assurances : le monde après l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 1<sup>er</sup> mars 2011 .....**

Caroline VAN SCHOUBROECK  
*Professeur à la KU Leuven,  
avocate*

Introduction .....	30
<b>SECTION 1</b>	
Le cadre juridique de l'affaire « Test-Achats » .....	34
A. <i>Les principes de la directive européenne 2004/113, dite « directive Genre »</i> .....	35
B. <i>Le cadre juridique belge</i> .....	37
C. <i>La décision de la Cour de justice</i> .....	39
D. <i>L'arrêt de la Cour constitutionnelle belge</i> .....	43
<b>SECTION 2</b>	
L'impact pan-européen de l'invalidation de la clause <i>opting out</i> .....	44
<b>SECTION 3</b>	
Les conséquences de l'arrêt <i>Test-Achats</i> pour l'utilisation du facteur de sexe .....	49
A. <i>Une réécriture de la directive réaliste ?</i> .....	50
B. <i>Application uniquement aux nouveaux contrats ?</i> .....	51
C. <i>Le contenu et la portée de la règle des primes et prestations unisexes ?</i> .....	58
D. <i>Assurances professionnelles ?</i> .....	60
E. <i>L'évaluation et la capitalisation du dommage corporel ?</i> .....	63

**SECTION 4**

Autres facteurs d'évaluation des risques ? ..... 65

**3**

**La Charte des droits fondamentaux  
de l'Union européenne..... 73**

Antoine BAILLEUX

*Professeur aux F.U.S.L., avocat*

et

Emmanuelle BRIBOSIA

*Professeur à l'U.L.B.*

*membre de l'Institut d'études européennes*

Introduction ..... 74

**SECTION 1**

La genèse et le statut de la Charte  
des droits fondamentaux ..... 75

**SECTION 2**

Le contenu de la Charte des droits fondamentaux ..... 79

A. *L'articulation entre les droits de la Charte et ceux correspondants  
de la Convention européenne des droits de l'homme* ..... 80

B. *La distinction entre droits et principes* ..... 89

1. Les controverses ayant entouré l'insertion des droits sociaux  
dans la Charte ..... 90

2. L'interprétation de la distinction entre droits et principes sociaux ..... 92

3. La contribution de la Charte au renforcement de la protection  
des droits sociaux fondamentaux ..... 96

**SECTION 3**

Le champ d'application de la Charte  
des droits fondamentaux ..... 103

A. *Vis-à-vis de l'Union européenne et de ses organes  
et institutions* ..... 103

B. *Vis-à-vis des États membres de l'Union européenne* ..... 108

1. Les certitudes ..... 110

2. Les vraisemblances .....	111
3. Les tentatives de clarification .....	114
4. Les exceptions britannique, polonaise et tchèque .....	116
C. <i>Vis-à-vis des particuliers</i> .....	117
<b>SECTION 4</b>	
La Charte face aux autres systèmes de garantie des droits fondamentaux .....	120
A. <i>La Charte et les juridictions nationales belges</i> .....	120
1. L'utilisation de la Charte par les juridictions belges .....	120
2. La question prioritaire de constitutionnalité .....	125
B. <i>La Charte et la Cour européenne des droits de l'homme</i> .....	138
1. L'adhésion de l'U.E. à la C.E.D.H. : une perspective lointaine d'aboutissement d'un processus de longue haleine .....	140
2. Les solutions intermédiaires : la responsabilité des États membres à raison des actes de l'Union .....	144

## 4

### Liberté de religion et interdiction des signes religieux.....

153

Geoffrey NINANE

*Avocat,*

*assistant à l'U.L.B. et à l'UMons*

Introduction .....	154
--------------------	-----

#### SECTION 1

L'État belge : état neutre ou état laïc ? .....	155
---	-----

#### SECTION 2

La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme relative aux signes philosophiques et religieux .....	161
---	-----

#### SECTION 3

L'interdiction des signes philosophiques et religieux en Belgique .....	173
--	-----

A. <i>L'interdiction des signes philosophiques et religieux dans l'enseignement</i> .....	173
---	-----

1. Dispositions applicables .....	173
a) En Communauté française .....	174
b) En Communauté flamande .....	178
2. Jurisprudence .....	180
a) L'arrêt de l'assemblée générale du Conseil d'État n° 210.000 du 21 décembre 2010 .....	181
b) L'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 40/2011 du 15 mars 2011 .....	188
B. <i>L'interdiction du voile intégral</i> .....	193
1. Les interdictions fondées sur des règlements de police .....	193
2. La loi du 1 <sup>er</sup> juin 2011 visant à interdire le port de tout vêtement cachant totalement ou de manière principale le visage .....	195
Conclusion .....	199